

Etablissement support  
Filière : PHarmacie MEDicaments

Décembre 2020

**RÈGLEMENT DE CONSULTATION**

**PHME 21-001**

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

Organisé en application des dispositions  
du Code de la Commande Publique

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE**  
**SANS MINIMUM NI MAXIMUM**

**FOURNITURE, LIVRAISON,  
DISPENSATION DE PRODUITS  
PHARMACEUTIQUES PAR DES  
OFFICINES DE VILLE**

**REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :**  
**Le 8 Février 2021 À 12H00**

# SOMMAIRE

## PAGES

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2 : CLASSIFICATION CPV (VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHES).....	4
ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 4 : DÉCOMPOSITION EN LOTS.....	4
ARTICLE 5 : NATURE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 6 : DURÉE DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE 7 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES .....	5
ARTICLE 8 : REDACTION EN LANGUE FRANCAISE.....	5
ARTICLE 9 : VARIANTES (SOLUTION ALTERNATIVE ET/OU OPTIONS).....	5
ARTICLE 10 : DATE LIMITE D'OBTENTION DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ....	6
ARTICLE 11 : COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS PAR VOIE ELECTRONIQUE .....	6
ARTICLE 12 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
ARTICLE 13: MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	7
ARTICLE 14 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES .....	7
ARTICLE 15 : DÉLAI DE LIVRAISON .....	11
ARTICLE 16 : PRÉSENTATION DES OFFRES.....	11
ARTICLE 17 : ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À L'EXAMEN DES OFFRES .....	12
ARTICLE 18 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES .....	12
ARTICLE 19 : OUVERTURE DE L'ENVELOPPE .....	14
ARTICLE 20 : EXAMEN DES CANDIDATURES.....	14
ARTICLE 21 : CRITERES DE CHOIX DES OFFRES.....	15
ARTICLE 22 : NEGOCIATION .....	15
ARTICLE 23 : ATTRIBUTION .....	15
ARTICLE 24 : COMMUNICATION DES RÉSULTATS.....	16
ARTICLE 25 : DISPOSITION D'ORDRE GENERAL.....	16
ARTICLE 26 : DELAI ANTERIEUR A LA CONCLUSION DU MARCHÉ.....	16
ARTICLE 27 : AVIS D'ATTRIBUTION .....	16
ARTICLE 28 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	17
ARTICLE 28 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS .....	17

ANNEXE 1 : FICHE RENSEIGNEMENTS FOURNISSEUR

## INTRODUCTION

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs, le pouvoir adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil d'acheteur à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des candidats pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait que l'identification permet d'être informés automatiquement des informations ou précisions éventuellement apportées aux documents de la consultation. Dans le cas contraire, il appartiendra aux candidats de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

### **Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, assure la passation des marchés publics pour le compte des établissements suivants :**

- Centre Hospitalier de Château du Loir
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Centre Hospitalier du Mans (établissement support du GHT de la Sarthe)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Établissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (PHGNS)  
[CH de Beaumont sur Sarthe, CH de Bonnétable et CH de Sillé Le Guillaume]
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Besse sur Braye

### **Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour les établissements suivants :**

- **EHPAD de Bessé sur Braye**  
40 Rue Pasteur  
72310 Bessé-sur-Braye
- **Centre Hospitalier du Lude**  
Chemin des bichousières  
72800 LE LUDE
- **EPSM (Etablissement Public de Santé Mentale) de la Sarthe**  
20 Avenue du 19 Mars 1962  
72700 ALLONNES
- **Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)**  
La Chasse du Point du Jour - CS 10129  
LE BAILLEUL - 72205 LA FLÈCHE CEDEX
- **Centre Hospitalier de Saint Calais**  
2 rue de la Perrine  
72120 SAINT CALAIS

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation a pour objet **LA FOURNITURE, LA LIVRAISON, LA DISPENSATION DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES PAR DES OFFICINES DE VILLE.**

## **ARTICLE 2 : CLASSIFICATION CPV (VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHES)**

33600000-6 Produits pharmaceutiques.

## **ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE LA CONSULTATION**

La consultation est organisée dans le cadre d'une procédure formalisée conformément aux dispositions de l'article R.2124-1 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un **appel d'offres ouvert**, articles R2124-2 et articles R2161-1 à R2161-5 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 4 : DÉCOMPOSITION EN LOTS**

La présente consultation est divisée en 5 lots :

- **Lot n°1** : Fourniture, dispensation et livraison de médicaments sur l'EHPAD de Bessé sur Braye
- **Lot n°2** : Fourniture, dispensation et livraison de médicaments sur l'EHPAD du Centre Hospitalier du Lude.
- **Lot n° 3** : Fourniture, dispensation et livraison de médicaments sur le FOYER DE VIE ARTIMON (EPSM)
- **Lot n°4** : Fourniture, dispensation et livraison de médicaments sur LE FOYER LE TEMPS DE VIVRE (PSSL)
- **Lot n°5** : Fourniture, dispensation et livraison de médicaments sur LE FOYER DE VIE SAINT EXUPERY (CH de Saint Calais)

Chaque lot sera **traité séparément**. Les candidats peuvent **répondre** à la consultation **pour un, plusieurs ou la totalité des lots**.

## **ARTICLE 5 : NATURE DU MARCHÉ**

La consultation est un accord-cadre régi par les articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Compte tenu du caractère imprévisible des dépenses/quantités, le marché sera un **accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum** au sens des articles R2162-4, R2162-13 et R2162.14 du Code de la commande publique.

**L'accord-cadre est multi attributaires** conformément à l'article R2162-10 du Code de la commande publique.

Concernant la règle de multi attribution, il est rappelé que les résidents hébergés dans l'établissement conservent leur droit fondamental au libre choix de leurs professionnels de santé (Art. L.110.8 du Code de la santé publique, art. L162.2 du Code de la sécurité sociale). Ils peuvent, directement ou par l'intermédiaire de l'établissement, demander la dispensation des médicaments

par le pharmacien d'officine de leur choix (Art. L.5125.25, R5125.50 du Code de la santé publique, CSP).

En l'absence de choix personnel exprimé par le résident, l'établissement peut exercer ce choix, en son nom, au titre d'un mandat expresse donné par le patient ou son représentant légal au travers du contrat de séjour.

Dès lors que l'établissement effectue le choix du pharmacien dispensateur au nom des résidents, il s'engage à le faire à leur profit exclusivement selon des critères de pertinence sanitaire, technique et économique.

## **ARTICLE 6 : DURÉE DU MARCHE**

Le marché sera conclu pour une période à compter du **01/03/2021**, ou de sa date de notification au titulaire si celle-ci est postérieure, et ce, **jusqu'au 28/02/2022**.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, ce marché fera l'objet d'une tacite reconduction de 3 fois 12 mois. Le titulaire de l'accord cadre ne pourra refuser la reconduction.

Au cas où le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, déciderait de ne pas reconduire le marché, il l'exprimerait par écrit **deux mois au moins** avant chaque échéance.

La date limite d'effet de l'accord cadre pourra donc être le **28/02/2025**.

## **ARTICLE 7 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres, indiquée en page de garde du présent règlement de consultation.

## **ARTICLE 8 : REDACTION EN LANGUE FRANCAISE**

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la Loi n° 94/665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, les candidats sont invités à rédiger leurs offres entièrement en langue française.

Ces dispositions valent notamment pour les documents commerciaux et techniques destinés à l'information des établissements du GHT 72.

Une traduction en français des documents joints à la candidature et à l'offre, s'ils sont rédigés dans une autre langue que française, sera fournie, conformément aux dispositions de l'article R2143-16 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 9 : VARIANTES (SOLUTION ALTERNATIVE ET/OU OPTIONS)**

Pour chaque lot, les soumissionnaires sont avisés qu'ils doivent répondre obligatoirement à l'offre de base.

### **9.1 VARIANTE (SOLUTION ALTERNATIVE) A L'INITIATIVE DU SOUMISSIONNAIRE**

Les variantes à l'initiative du soumissionnaire ne sont pas autorisées.

Si les soumissionnaires en proposaient une ou plusieurs, celle(s)-ci serait(en)t immédiatement écartée(s).

### **9.2 VARIANTE (SOLUTION ALTERNATIVE) A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur n'exige aucune variante (solution alternative).

### **9.3 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)**

Le pouvoir adjudicateur n'exige aucune PSE (prestations supplémentaires éventuelles).

#### **ARTICLE 10 : DATE LIMITE D'OBTENTION DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-6 du Code de la Commande Publique, les soumissionnaires pourront poser des questions sous forme écrite concernant le dossier de consultation, la date limite d'obtention de renseignements complémentaires est fixée à 10 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les réponses se feront sous forme écrites et seront portées à la connaissance des soumissionnaires, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les échanges se feront uniquement par l'intermédiaire du profil d'acheteur PLACE, à l'adresse URL suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

#### **ARTICLE 11 : COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS PAR VOIE ELECTRONIQUE**

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par voie électronique. A cette fin, l'opérateur économique mentionnera de manière précise une adresse mail de référence sur la plateforme PLACE et dans ses pièces de candidature (DC1-DC2 ou DUME).

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur mentionné en introduction.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

**Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.**

**Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations**

#### **ARTICLE 12 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation et son annexe,
  - Annexe 1 : Renseignements Fournisseurs,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- L'acte d'engagement (ATTRI 1)
- Les imprimés DC1 et DC2 ou attestations sur l'honneur ou DUME.

## **ARTICLE 13: MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être envoyées au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 14 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES**

**Le candidat présentera sa candidature :**

**SOIT :**

**A)** Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, les documents suivants sont demandés à tous les candidats à l'appui de leur candidature :

**1°)** Une **lettre de candidature** (Imprimé DC1) dûment complétée par la personne habilitée à engager Le marché / l'accord cadre, avec au besoin, les documents relatifs aux **pouvoirs** de la personne habilitée à engager le candidat. En cas de groupement, la lettre sera complétée par la personne habilitée à engager le candidat mandataire et complétée par chaque membre du groupement (habilitation du mandataire) ;

**2°)** Une **déclaration sur l'honneur** (Imprimés DC1 et DC2 - déclaration de candidature) justifiant que le candidat, et chaque membre du groupement (si candidature en groupement), n'entrent dans aucun des cas mentionnés conformément au Code de la Commande Publique, c'est à dire :

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une **condamnation définitive** pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du Code Pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du Code Général des Impôts et pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.
- b) avoir souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale ou sociale, ou avoir acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire.

Toutefois, l'exclusion mentionnée au présent b) n'est pas applicable aux personnes qui, avant la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, acquitté lesdits impôts, taxes, contributions et cotisations ou constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement, ou, à défaut, conclu un accord contraignant avec les organismes chargés du recouvrement en vue de payer les impôts, taxes, contributions ou cotisations, ainsi que les éventuels intérêts échus, pénalités ou amendes, à condition qu'elles respectent cet accord ; Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

c) **Liquidation et redressement judiciaires**

1. ne pas faire l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du Code de Commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
2. ne pas faire l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;
3. ne pas faire l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du Code de Commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger, qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ;

Le candidat fournit un extrait du registre (extrait K-bis daté de moins de 3 mois, extrait D1 ou document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine du candidat) permettant de vérifier l'absence de cas d'exclusion.

Lorsqu'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire a été ouverte, le candidat produit la copie des décisions de justice prononcées dans le cadre de cette procédure.

d) **Lutte contre le travail illégal**

1. ne pas avoir été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du Code Pénal ;
2. ne pas avoir été condamnées au titre du 5° de l'article 131-39 du Code Pénal ou ne pas être une personne physique condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics.
3. sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés publics a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent 4° b s'applique pour une durée de trois ans à compter la date de la décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction.

e) **La liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient** et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2,3 et 11 du code du travail. En application de l'article D8254-2 du même code. Cette liste mentionne, pour chaque salarié y figurant : la date d'embauche, la nationalité de l'intéressé, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

f) Qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1, L 1142-1 et L 1142-2 du Code du Travail ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne, concernant **l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**.

g) Qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi de personnes handicapées (article 29 de la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées).

h) Ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L. 8272-4 du Code du Travail.



**De plus, le pouvoir adjudicateur pourra exclure de la procédure de passation de marché public :**

- i) Les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de concession antérieur ou d'un marché public antérieur ;
- j) Les candidats qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
- k) Les candidats qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens ;
- l) Les candidats à l'égard desquels l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ;
- m) Les candidats qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

**S'il le souhaite et à sa seule convenance, mais aussi dans un souci d'efficacité ultérieure, le candidat peut fournir directement les certificats fiscaux et sociaux (attestations fiscale et de « vigilance ») au lieu des points b) et d) de la déclaration sur l'honneur, manifestant de sa conformité de moins d'un an pour l'attestation fiscale et de moins de 6 mois pour l'attestation vigilance, ainsi qu'un extrait K-BIS de moins de 3 mois, ainsi qu'une attestation AGEFIPH.**

**Beaucoup de ces informations peuvent être mentionnées sur les imprimés « lettre de candidature » (imprimé DC1) et « Déclaration du candidat » (imprimé DC2).**

<p><b>(*) Ces imprimés : DC1et DC2 peuvent être téléchargés sur le site suivant :</b> <a href="http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics">http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics</a></p>
---

**SOIT :**


- B)** Sous la forme d'un **document unique de marché européen (DUME)**, conformément aux dispositions de l'article R2143-4 du code de la commande publique, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique.


L'objectif de ce document est de contribuer à la démarche de simplification des dossiers de candidature ; il consiste en « une déclaration officielle par laquelle l'opérateur économique affirme que les motifs d'exclusion concernés ne s'appliquent pas à lui, que les critères de sélection concernés sont remplis et qu'il fournira les informations pertinentes requises par le pouvoir adjudicateur », à sa demande ».


*Un soumissionnaire peut être exclu de la procédure de passation d'un accord cadre ou faire l'objet de poursuites s'il s'est rendu coupable de fausses déclarations en remplissant le DUME, ou s'il a caché ces informations ou n'a pas présenté les justificatifs les complétant.*

Le **DUME, rédigé en français par les candidats**, peut être transmis avec la candidature en version électronique :

- **Version électronique**

Depuis la plateforme PLACE, sur la consultation souhaitée, le logo « DUME »  apparaît.

Cliquer sur  dans la colonne « Actions » afin de télécharger le DCE ou de répondre à une consultation.

Depuis la page de consultation, cliquer sur l'onglet « Dépôt »  pour candidater et déposer votre offre.

Cliquer ensuite sur « Candidature avec un DUME (Document Unique de Marché Européen) ».

**A** - Pour accéder au DUME préparé par le Centre Hospitalier du Mans, cliquer sur « **Renseigner mon DUME en ligne** » puis sur « Compléter avec un DUME ».

Le DUME s'affichera, il sera composé de 4 onglets. Vous devez compléter chacun de ces onglets :

1. Informations sur la procédure : cet onglet est pré-rempli par PLACE. Vous devez renseigner la partie « Informations concernant l'opérateur économique ».
2. Motifs d'exclusion : cet onglet est pré-rempli, vous devez uniquement vérifier et compléter cette partie (sans indiquer les cas d'exclusion).
3. Critères de sélection de la candidature : vous devez vérifier et compléter cette partie.
4. Finalisation : à compléter uniquement pour les procédures restreintes.

Une fois ces 4 étapes effectuées, vous devez valider et enregistrer votre DUME, puis cliquer sur le bouton « Retour » en bas de la page pour passer à l'étape de dépôt de votre offre. Vous pouvez enregistrer une copie de votre DUME en cliquant sur l'icône « Options avancées ».

NB : vous pouvez enregistrer votre DUME au statut « brouillon » afin de le préparer avant la date de remise des plis.

En cas de groupement et/ou avec des sous-traitants :

- Seul le mandataire dépose l'offre et peut compléter son DUME en ligne sur PLACE.
- Les autres membres du groupement et/ou les sous-traitants peuvent compléter un DUME sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> puis l'extraire afin que le mandataire l'ajoute en pièce libre dans votre réponse dans PLACE.

Ou

**B** - Si vous avez complété votre DUME sur le site du service national DUME <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>, vous pouvez le joindre en pièce libre en cliquant sur « Fournir mon DUME en pièce libre (au format XML) ».

Le Centre Hospitalier du Mans pourra, à tout moment de la procédure - avant d'attribuer Le marché / l'accord cadre - demander aux candidats de son choix de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis.

**ET :**

### **C) Capacités du candidat**

#### **Documents et renseignements demandés conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics :**

Afin d'apprécier les capacités techniques, financières et professionnelles des candidats, le Centre Hospitalier du Mans souhaite que lui soient transmises les informations suivantes :

- **Le chiffre d'affaires global** et, si possible, le chiffre d'affaires concernant les fournitures ou services objets de l'accord cadre, réalisé au cours des trois derniers exercices ;
- La preuve d'une **assurance des risques professionnels pertinents** ou déclarations appropriées de banques ;
- La liste des **principales fournitures ou principaux services** effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé à propos de l'objet précis de l'accord cadre ;
- **Le savoir-faire environnemental** (charte de l'entreprise, objectifs cibles, moyens humains et matériels dédiés dans le domaine, formation du personnel).
- Au besoin, les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

En application des articles R2144-1 et R2144-2 du code de la commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, si le Centre Hospitalier du Mans constate que des pièces dont la production était réclamée ci-dessus [soit A), soit B), et C)] sont absentes ou incomplètes, il pourra demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai **de 4 jours francs**.

**En cas de sous-traitance**, conformément aux dispositions des articles de R2193-10 à R2193-16 du Code de la Commande Publique, le candidat devra produire, pour chacun des sous-traitants, les mêmes pièces justificatives que le candidat, accompagnées de la déclaration de sous-traitance (DC4) dûment complétée.

## **ARTICLE 15 : DÉLAI DE LIVRAISON**

Les candidats mentionneront impérativement, dans leur offre, le **délai de livraison maximum des produits qu'ils observeront** à compter de la date de réception de l'ordonnance en urgence hors préparation des doses administrés. Ce délai sera opposé au titulaire de l'accord cadre en cas de retard de livraison conformément à l'article 14 du CCAG FCS.

## **ARTICLE 16 : PRÉSENTATION DES OFFRES**

**Pour chaque lot**, les documents suivants sont demandés aux candidats :

### **1. L'ACTE D'ENGAGEMENT (Imprimé ATTR11)**, dûment rempli, revêtu du cachet du candidat et signé par lui-même **devra être fourni par l'attributaire de l'accord cadre**.

Ce document peut d'ores et déjà être fourni par les candidats avec leur offre.

La **signature de l'acte d'engagement** sera faite par une personne dûment habilitée à cet effet par le candidat de l'accord cadre. Celui-ci apportera donc toutes les informations utiles permettant de vérifier l'habilitation.

L'acte d'engagement comporte les principales **données administratives** de l'offre de base.

Le candidat devra indiquer sur l'acte d'engagement s'il renonce ou non à l'avance prévue dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

## **ARTICLE 17 : ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À L'EXAMEN DES OFFRES**

- DOSSIER « FOURNISSEUR »

Les candidats devront accompagner leur proposition d'un dossier comportant :

- La fiche de renseignements « fournisseur » dûment complétée figurant en **annexe 1**,
- Le mémoire technique présentant l'offre du candidat

**Toute offre non conforme aux dispositions précédentes pourra être exclue de la mise en concurrence des marchés.** Les fournisseurs pourront annexer à leur offre tout élément d'information complémentaire permettant de faciliter l'analyse des offres.

## **ARTICLE 18 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article R2132-3 du code de la commande publique, les candidats adresseront leur offre uniquement par transmission électronique et exclusivement sur le site suivant :

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (par exemple : courriel) ne sera acceptée. L'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont aux frais du candidat.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format (cf. paragraphe « catégories de certificat de signature électronique » ci-dessous). La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Un guide d'utilisation et des films d'autoformation sont mis à disposition dans la rubrique « Aide » à l'adresse : <https://marches-publics.gouv.fr>

- Formats des documents :

La liste des formats de fichiers acceptés par le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pub),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg),
- Internet (exemple d'extension : .htm)
- CERBÈRE® (.cmp)

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les fichiers comportant notamment les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés : exe, com, bat, pif, vbs, scr, msi, eml.

Par ailleurs les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

- Certificat de signature électronique :

Vous devez signer électroniquement votre réponse (au dépôt de l'offre ou à l'attribution) à l'aide d'un certificat de signature électronique. Il permet l'authentification de la signature du représentant de l'entreprise, signataire de l'offre.

- Catégories de certificat de signature électronique :

Tous les documents transmis par voie électronique sont signés individuellement par le soumissionnaire au moyen d'un certificat de signature électronique. Il garantit l'identification du candidat.

- Si vous ne disposez pas de certificat, il vous faut acheter une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié au règlement eIDAS. Vous pouvez

acheter votre certificat auprès de prestataires listés :  
<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

- Si vous possédez un certificat RGS, utilisez-le le temps de vous équiper d'un certificat eIDAS.

Le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, souhaite attirer l'attention du soumissionnaire :

1. sur le délai administratif demandé par les organismes de certifications pour la délivrance des certificats de signature électronique. Il convient donc d'anticiper le plus possible la demande de certificat par rapport à la date limite de réception des offres,
2. un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip, une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique qui confère valeur d'original au document signé.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### ▪ **Horodatage**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

#### ▪ **Antivirus**

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

#### ▪ **Copie de sauvegarde**

Conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

A -

I. - Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde doit être adressée à :

**CENTRE HOSPITALIER DU MANS**  
**Cellule Centrale des Marchés**  
(Direction des Achats – Pavillon Froullay)  
194 avenue Rubillard  
72037 Le Mans Cedex 9

II. - La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

III. - Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

B -

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R. 2184-12, R. 2184-13, et R. 2384-5 du code de la commande publique.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée pour le motif prévu au III de l'article 2 du présent arrêté, elle est détruite.

**Dans le cas de plusieurs dépôts de plis successifs, seul et uniquement le dernier pli déposé, et dans le délai fixé par la remise des offres, sera pris en compte conformément aux dispositions de l'article R2151-6 du Code de la Commande publique.**

**Les sociétés peuvent répondre de manière séparée pour chaque lot, juridiquement indépendant des autres lots, ou transmettre une réponse pour plusieurs lots, par un envoi unique. L'identification du ou des lots auxquels il est répondu doit être sans ambiguïté. Le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72 devra donc pouvoir séparer sans difficulté l'offre propre à chaque lot au moment de l'ouverture des plis.**

Une fois le délai de réception passé, le candidat ne pourra en aucun cas retirer ou modifier son offre.

***Les dépôts de plis effectués par erreur en dehors du profil acheteur ou dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.***

## **ARTICLE 19 : OUVERTURE DE L'ENVELOPPE**

Conformément aux dispositions de l'article R2151-1 du code de la commande publique, le Centre Hospitalier du Mans ouvre l'enveloppe relative aux candidatures et aux offres. Il en enregistre le contenu.

Conformément aux dispositions des articles R2152-1 et R2152-2 du code de la commande publique, dans le cas où une (ou plusieurs) offre(s) est (sont) irrégulière(s), mais sans qu'elle(s) soit(en)t anormalement basse(s), le Centre Hospitalier du Mans peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai **de 5 jours**.

## **ARTICLE 20 : EXAMEN DES CANDIDATURES**

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R 2144-1 et suivants du Code de la Commande Publique, soit, en tenant compte des garanties, capacités professionnelles, techniques et financières qu'elles présentent. Il n'est pas requis de niveau minimum concernant les capacités économiques et financières.

Les capacités techniques et professionnelles seront examinées selon l'aptitude à exécuter le marché dans le domaine d'activité correspondant au marché.

## **ARTICLE 21 : CRITERES DE CHOIX DES OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article R2152-1 du Code de la Commande Publique, le Centre Hospitalier du Mans élimine les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Conformément aux dispositions de l'article R2152-7 du Code de la Commande Publique, le Centre Hospitalier du Mans choisit l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères pondérés suivants :

<b>CRITÈRE N°1 - LA VALEUR TECHNIQUE</b>	<b>PONDÉRATION :</b>	<b>100%</b>
La valeur technique sera analysée sur la base de :		
1.1 la présentation de son organisation pour la réalisation de la dispensation		40 %
1.2 la préparation des doses à administrer		40 %
1.3 l'organisation mise en œuvre en cas de prescription en urgence		20 %

**Il n'y a pas de critère prix dans la mesure où le financement de la fourniture et de la PDA (Préparation des doses à administrer) des médicaments est assuré, compte tenu de l'option tarifaire des structures, par l'assurance maladie et les mutuelles individuelles des résidents.**

## **ARTICLE 22 : NEGOCIATION**

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, il n'y a pas de négociation possible en Appel d'Offres.

Le Centre Hospitalier du Mans pourra inviter le candidat à préciser le contenu de son offre dans la limite de ce qui est possible en procédure d'appel d'offres ouverts.

## **ARTICLE 23 : ATTRIBUTION**

Le marché ne sera définitivement attribué au soumissionnaire retenu qu'à la condition qu'il produise, s'il ne l'a déjà fait, dans un délai de 5 jours francs, à la demande expresse du Centre Hospitalier du Mans, les documents suivants :

- Attestation de régularité fiscale établis pour l'année, et traduisant la situation au 31/12/n-1.
- Attestation de vigilance datant de moins de 6 mois (article L.243-15 du code de la sécurité sociale).
- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Pouvoirs en cours de validité : document relatif aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le soumissionnaire
- Une attestation d'assurance en cours de validité couvrant le candidat des différents risques pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution du présent marché.
- Le cas échéant, lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du/des jugements prononcés.
- Le cas échéant, lorsque le candidat est établi hors de France, les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail.

- Insertion professionnelle des handicapés  
Pour les opérateurs employant plus de 20 salariés conformément à l'article L5212-4 du Code du Travail, un certificat de l'association gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (AGEFIPH) attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L5212-5 du Code du travail. Ou une attestation sur l'honneur indiquant que l'entreprise emploie moins de 20 salariés.

Au-delà de ce délai, le soumissionnaire sera écarté et le marché attribué à celui classé en deuxième position et ainsi de suite.

Conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

**En cas de sous-traitance**, conformément aux dispositions des articles de R2193-10 à R2193-16 du Code de la Commande Publique, le candidat devra produire, pour chacun des sous-traitants, les mêmes pièces justificatives que le candidat, accompagnées de la déclaration de sous-traitance (DC4) dûment complétée.

## **ARTICLE 24 : COMMUNICATION DES RÉSULTATS**

Les soumissionnaires sont informés du résultat de l'appel d'offres dès que le Centre Hospitalier du Mans a validé les candidatures et effectué le choix des offres. Le Centre hospitalier avisera les soumissionnaires du rejet de leurs candidatures ou de leurs offres conformément aux dispositions de l'article R2181-3 du Code de la Commande Publique dans la limite du délai de validité des offres fixé à l'article "Délai de validité des offres" du présent document.

## **ARTICLE 25 : DISPOSITION D'ORDRE GENERAL**

Conformément aux dispositions de l'article R2185-1 de la Commande Publique, le Centre Hospitalier du Mans se réserve le droit, à tout moment, de ne pas donner suite à la présente consultation sans que les soumissionnaires ne puissent demander une quelconque indemnité.

## **ARTICLE 26 : DELAI ANTERIEUR A LA CONCLUSION DU MARCHE**

Conformément aux dispositions de l'article R2182-1 du Code de la Commande Publique, le Centre Hospitalier du Mans respectera un délai d'au moins 11 jours entre la date d'envoi de la notification de rejet des offres et la date de signature du marché par le CH du Mans.

## **ARTICLE 27 : AVIS D'ATTRIBUTION**

Conformément aux dispositions de l'article R2183-1 du Code de la Commande Publique, un avis d'attribution comportant le nom du titulaire retenu et le montant du marché sera publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.



## **ARTICLE 28 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour tous renseignements complémentaires que le candidat jugera utile d'obtenir, les candidats peuvent **poser leurs questions** pour cette **consultation via la plateforme « [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) »**.

**Tout candidat est invité à s'identifier sur cette plateforme pour recevoir les échanges sécurisés (dont Questions/Réponses).**

## **ARTICLE 28 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

- En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif

### **Tribunal Administratif de Nantes**

6 allée de l'Ile Gloriette  
44000 Nantes

Tél. 02 40 99 46 00 - fax : 02 40 99 46 58

Courriel : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours en contestation de validité du contrat pouvant être exercé par les tiers du contrat dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.

- Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

### **DIRECCTE des pays de la Loire**

22 mail Pablo Picasso - BP 24209

44042 NANTES CEDEX 1

☎ 02 53 46 79 83 - 📠 02 53 46 79 79

[paysdl.ccira@direccte.gouv.fr](mailto:paysdl.ccira@direccte.gouv.fr)

<http://pays-de-la-loire.direccte.gouv.fr/>

---